

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**Département du Rhône
VILLE D'OULLINS**

ARRÊTE DU MAIRE

**Objet : REGLEMENTATION DES TRAVAUX D'URGENCE ET DE MAINTENANCE
EFFECTUES PAR LES SERVICES URBAINS**

ARRETE PERMANENT SUR VOIES COMMUNAUTAIRES ET DEPARTEMENTALES

**Objet : Arrêté permanent pour travaux d'urgence et de maintenance effectués
par les services urbains**

Nous, Maire d'Oullins;

Vu les articles L 2212-1, L 2213-1 du Code Général des Collectivités territoriales,

Vu le Code de la Route notamment les articles R217 à R219-4 et R225,

Vu l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de la délégation générale aux services urbains et à la proximité de la Communauté Urbaine de Lyon en date du 10 février 2004,

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Equipeement en date du **14 janvier 2007** pour la voie classée à grande circulation située en agglomération (Grande Rue – RD 486),

Considérant qu'il y a lieu de faciliter les missions de maintenance et d'exploitation des services urbains (Voirie, Propreté, Eau potable et Assainissement, Gestion des Trafics) ou les entreprises agissant pour leur compte sur les voies publiques, et de contribuer ainsi à la bonne et rapide exécution d'interventions urgentes ou de petits travaux (durée d'exécution ne dépassant pas deux jours),

Considérant qu'à l'occasion de ces travaux, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement sur l'ensemble des voies relevant du pouvoir de la police du maire afin d'éviter les accidents de la circulation, l'encombrement de la chaussée et d'assurer la sécurité des personnes au droit des chantiers,

Considérant que dans ces circonstances, il y a lieu de prendre les mesures adaptées aux risques.

ARRETONS

ARTICLE 1 : Les services urbains de la Communauté Urbaine et toutes les entreprises missionnées par eux sont autorisés à effectuer des travaux ponctuels urgents ou de petit entretien (durée d'exécution ne dépassant pas deux jours) et à réduire le nombre de voies de circulation sans l'interrompre sur l'ensemble des voies situées en agglomération.

ARTICLE 2 : Les services urbains et les entreprises mentionnée à l'article 1 devront mettre en place la signalisation réglementaire qui s'impose, et informer la Mairie 48 heures avant le début des travaux.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté prend effet à compter du 15 janvier 2007 et expirera le 31 décembre 2007.

ARTICLE 4 : Le stationnement pourra être interdit de part et d'autre de la chaussée au droit du chantier dans ce cas le présent arrêté sera affiché 48 heures avant le début du chantier, le pétitionnaire devra contacter la Police Municipale au 04.37.20.12.00. pour le constat.

ARTICLE 5 : Les véhicules d'intervention devront pouvoir être déplacés à tout instant pour permettre la desserte des riverains ainsi que le libre passage des véhicules de secours et d'incendie et se conformer à toutes injonctions des forces de police municipale ou nationale.

ARTICLE 6 : Chacun en ce qui le concerne est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Rhône
- Monsieur le Président de la Communauté Urbaine- Délégation générale aux services urbains et à la proximité
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement du Rhône
- Monsieur le Lieutenant Colonel commandant du Groupement de Gendarmerie du Rhône
- Monsieur le Directeur du Service Incendie et Secours
- Monsieur l'Ingénieur subdivisionnaire de la Direction Départementale de l'Equipeement
- Messieurs les Gardiens de Police Municipale

ARTICLE 7 : Tout recours contre la présente décision doit être formée auprès du Tribunal Administratif de Lyon dans les deux mois à partir de la publicité de la décision.

ARTICLE 8 : Ampliation du présent Arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet chargé de la Police, Monsieur le Commissaire Principal de la Ville d'Oullins, Messieurs les Agents de la Police Municipale et tout agent de la force publique chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

FAIT A OULLINS, le 15 janvier 2007

GILBERT MOREL

ADJOINT CHARGE DE LA VOIRIE